NUMERO DE REGISTRE: 383

NOTIFICATION DE CONTRÔLE PREALABLE

Date de soumission : 01/07/08

Numéro de dossier : 2008-408

Institution : Comité économique et social européen

Base légale : article 27-5 du Règlement CE 45/2001(1)

(1) OJ L 8, 12.01.2001

INFORMATIONS NECESSAIRES (2)

(2) Merci de joindre tout document utile

1/ Nom et adresse du responsable du traitement

Mr Vasco de Oliveira, Chef d'unité (JDE 4008) - Mme Christelle Lescoublet, Assistante (Secrétaire) (JDE 4236) - Mme Isabelle Delaire, Assistante sociale (BvS 905) - CESE - 99 rue Belliard - 1040 Bruxelles

2/ Services de l'institution ou de l'organe chargés du traitement de données à caractère personnel

Cellule Harcèlement (Instance autonome)

3/ Intitulé du traitement

Intitulé sous lequel l'opération de traitement est répertoriée: Harcèlement moral

Brève description de l'opération de traitement: Ecoute des personnes du CESE se sentant harcelées moralement. Recolte d'informations orales données par la personne et parfois de documents écrits (copies de mails) fournis par celle-ci. Prise de notes.

4/ La ou les finalités du traitement

1) Constitution d'un dossier avec l'exposition des faits et les orientations données soit pour transmission d'un rapport à l'Administration, si nécessaire, soit pour servir de trace en cas d'incidents répétitifs concernant la même personne; 2) fins statistiques.

5/ Description de la catégorie ou des catégories de personnes concernées

Tout le personnel qui volontairement demande à être reçu par l'instance, c'est-à-dire les fonctionnaires, les agents, les experts détachés, les intérimaires et les stagiaires.

6/ Description des données ou des catégories de données (en incluant, si nécessaire, les catégories particulières de données (article 10) et/ou l'origine des données)

Nom, numéro de téléphone, adresse e-mail et nom d'unité des personnes qui s'estiment harcelées ou d'autres personnes concernées traitées dans le cadre de la procédure (harceleur présumé, collègues, témoins). Parfois, d'autres données relatives à l'état de santé des personnes concernées sont fournies par celles-ci lors des entretiens avec les membres de la cellule harcèlement.

7/ Informations destinées aux personnes concernées

Le nom, le prénom et les coordonnées professionnelles des responsables du traitement, ainsi que la finalité du traitement, sont communiqués oralement à la personne concernée lors de l'entretien entre celle-ci et les membres de l'instance. De même, la personne concernée est informée par oral de ses droits d'accès, de rectification et d'effacement des données la concernant. Il est également envisagé d'élaborer un aide-mémoire à l'attention des personnes recourant à la cellule Harcèlement.

8/ Procédures garantissant les droits des personnes concernées (droits d'accès, de faire rectifier, de faire verrouiller, de faire effacer, d'opposition)

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits conformément au règlement (CE) 45/2001 à tout moment sur simple demande adressée aux membres de la cellule harcèlement.

9/ Procédures de traitement automatisées / manuelles

Manuelle

10/ Support de stockage des données

Les données sont stockées en format papier dans un classeur qui se trouve dans le bureau de l'assistante sociale (membre de l'instance).

11/ Base légale et licéité du traitement

Décision 398/02 A du Président du CESE créant l'instance chargée du règlement des cas de harcèlement moral (annexe I)

12/ Destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées

Si des données devaient être divulguées, elles ne le seraient qu'au directeur des ressources humaines dans le but de lui signaler une situation ou un cas probable de harcèlement et toujours avec le consentement de la personne concernée (voir procédure pour le règlement des cas de harcèlement moral jointe en annexe).

13/ Politique de conservation des données personnelles (ou catégories de données)

5 ans.

13 a/ Dates limites pour le verrouillage et l'effacement des différentes catégories de données (après requête légitime de la personne concernée)

(Merci d'indiquer les dates limites pour chaque catégorie, si nécessaire)

VERROUILLAGE: 1 semaine après réception de la demande

EFFACEMENT: 1 semaine après réception de la demande

14/ Finalités historiques, statistiques ou scientifiques

Si vous conservez les données pour des périodes plus longues que celles mentionnées ci-dessus, merci d'indiquer, si nécessaire, ce pourquoi les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification.

finalités statistiques (v, annexe IV)

15/ Transferts de données envisagés à destination de pays tiers ou d'organisations internationales

Néant

16/ Le traitement présente des risques particuliers qui justifient un contrôle préalable : *(Merci de décrire le traitement)* :

comme prévu à :

Article 27.2.(a)

Les traitements de données relatives à la santé et les traitements de données relatives à des suspicions, infractions, condamnations pénales ou mesures de sûreté,

Article 27.2.(b)

Les traitements destinés à évaluer des aspects de la personnalité des personnes concernées, tels que leur compétence, leur rendement ou leur comportement,

Article 27.2.(c)

Les traitements permettant des interconnexions non prévues en vertu de la législation nationale ou communautaire entre des données traitées pour des finalités différentes,

Article 27.2.(d)

Les traitements visant à exclure des personnes du bénéfice d'un droit, d'une prestation ou d'un contrat,

Autre (concept général de l'article 27.1)

17/ Commentaires

LIEU ET DATE: 1er juillet 2008

DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES: Maria ARSENE

INSTITUTION OU ORGANE COMMUNAUTAIRE: Comité économique et social européen